

# COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**  
**Maire**

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **21 janvier 2019**

---

## Argumentaire – gestion des admissions

---

1. Nous considérons qu'il est pertinent que le Tribunal effectue une gestion des admissions de faits avant de débattre de la possibilité de remettre l'audience à une date sine die pour deux raisons;
2. D'une part, pour ne pas retarder indûment le cheminement du dossier, nous croyons opportun de pouvoir s'entendre sur les faits à admettre;
3. L'exposé des faits contient principalement des faits appuyés par de la preuve documentaire, de sorte que s'ils étaient admis, les parties pourraient plaider uniquement en droit, sans avoir à entendre de témoins lors de l'audience;
4. À tout le moins, si les faits ne sont pas tous admis, les admissions pourraient permettre de diminuer le nombre de témoins requis, diminuant ainsi la durée de l'audience et les frais qui y seront associés;
5. Si certains faits ne sont pas appuyés par de la preuve documentaire, nous sommes d'avis qu'ils ne peuvent raisonnablement être contestés. Par exemple, le fait que le 30 mai 2018, Alain Laplante ait été dans la même pièce que Guy Grenier et son procureur lorsque Guy Grenier négociait avec la Ville dans le cadre de son recours l'opposant à la Ville;
6. Le témoin de ces faits serait l'honorable Juge Synnott, alors procureur de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, qu'il apparaît déraisonnable de faire témoigner sur ce simple fait;

7. La proportionnalité des procédures, évoquée dans la demande de remise de monsieur Alain Laplante, milite en faveur de la gestion des admissions et faciliterait le cheminement du dossier;
8. D'autre part, en effectuant une gestion des admissions, le Tribunal pourra prendre connaissance des faits exposés pour ainsi mieux comprendre notre position concernant la remise de l'audience à une date sine die.